



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

## **APPEL A LA CLASSE POLITIQUE IVOIRIENNE**

La **RADDHO** exprime sa vive inquiétude par rapport à la surenchère, l'escalade verbale et l'intimidation qui fonctionnent comme mode d'emploi au sein de la classe politique Ivoirienne. La responsabilité de la classe politique Ivoirienne toute tendance confondue dans la situation catastrophique actuelle de leur pays est entière.

Le temps est venu pour qu'elle se ressaisisse et qu'elle commence à gérer le legs positif du Président HOUPHOUET BOIGNY et à sauvegarder l'unité nationale de la Côte d'Ivoire.

La **RADDHO**:

- condamne l'implication de la garde présidentielle rapprochée et la garde Républicain dans la gestion de la crise politique;
- invite toute la classe politique Ivoirienne à faire preuve d'un sens élevé de la responsabilité pour éviter toute démarche de nature à exacerber les tensions;
- exhorte le président Laurent GBAGBO à autoriser la manifestation et à privilégier le dialogue politique pour aboutir à des solutions endogènes qui s'inscrivent dans une dynamique de restauration de la paix et de l'unité nationale. Dans tous les cas la répression doit être bannie.

Toute la communauté Africaine et internationale doit prêter une vive attention à la dégradation de la situation politique qui risque de compromettre l'organisation prochaine de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire.

**La RADDHO invite MM. Koffi ANAN, Secrétaire Général des Nations Unies, Alpha Omar Konaré, Président de la Commission Africaine, Jacques CHIRAC, Président de la république française et Abdou DIOUF, Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie à se rendre en Côte d'Ivoire pour sauver les accords de Marcoussis.**

**Fait à Dakar, le 21 mars 2004  
Le Secrétariat Général**